

Jean-François Bayart : « Le massacre le plus hallucinant du demi-siècle »

François Schlosser

Le Nouvel Observateur, 2 juin 1994

Les racines de la haine

Pour ce spécialiste des questions africaines le conflit ethnico-politique rwandais n'est pas un résidu des antagonismes de l'Afrique ancienne mais le produit d'une politique africaine moderne. Et les responsabilités de la France sont grandes.

Le Nouvel Observateur. La violence des massacres au Rwanda peut-elle s'expliquer autrement que par la résurgence de haines ethniques ancestrales ?

Jean-François Bayart. On a toujours tendance à expliquer les conflits politiques en Afrique noire en termes de conflits ethniques. Et on s'aperçoit ensuite que cette explication ne permet pas de comprendre à quel point la conscience ethnique qui apparaît dans ces conflits est le résultat d'une construction politique. En Afrique du Sud, on a d'abord attribué les affrontements du Natal à une guerre ethnique des Zoulous

contre l'ANC. Or on a vu, au moment des élections, qu'un nombre important de Zoulous votaient pour l'ANC. Dans le cas du Rwanda, la conscience d'être hutu, ou d'être tutsi a beaucoup varié à la fois dans le temps et dans l'espace. On n'est pas hutu de la même façon dans le nord que dans le sud du Rwanda. Cette ethnicité des Hutus et des Tutsis s'est forgée dans une histoire précise, qui a d'abord été celle de l'ancien royaume du Rwanda, ensuite celle des différents moments de la colonisation, allemande puis belge. On sait que les Belges se sont d'abord appuyés sur l'aristocratie tutsie, avant de changer d'alliance, dans les années 50, vers la fin de la colonisation, pour privilégier alors la petite contre-élite hutue, qui était protégée par l'Eglise catholique.

En réalité, il y a trois ethnies : les Hutus, majoritaires à 85%, les Tutsis, longtemps minorité dominante, 15%, et le petit groupe des Twas. Mais le

facteur le plus important, c'est ce que l'on a appelé « la quatrième ethnie » ceux que les Belges nommaient « les évolués », c'est-à-dire les intellectuels, qui disposent du savoir occidental. La cristallisation d'une identité hutue et d'une identité tutsie, s'est effectuée tardivement, à l'initiative des représentants de cette « quatrième ethnie ». La conscience ethnique dans ce qu'elle a de dur, celle que l'on voit à l'œuvre aujourd'hui, a été créée par ces intellectuels qui ont en grande partie repris à leur compte les clichés de la fantasmagorie coloniale (Tut-sis « aristocrates », « d'origine étrangère », et Hutus « paysans attardés », « courts sur pattes », etc.). Ce travail de construction politique et culturelle de l'ethnicité s'est surtout développé dans les années 50, 60 et 70. On peut faire le rapprochement avec la Yougoslavie : les identités « nationalitaires » y ont fait l'objet d'une construction idéologique par des intellectuels dans le cadre du mouvement des nationalités au XIX^e siècle. Le processus s'est poursuivi de façon de plus en plus conflictuelle dans le royaume de Yougoslavie, entre les deux guerres, puis il y a eu le développement de la théorie stalinienne des nationalités. A partir des années 80, on a vu la nomenklatura communiste, qui se sentait menacée, entreprendre une restauration de son pouvoir en se fondant sur une idée nationalitaire et ethnique de la Serbie.

C'est exactement ce que l'on voit à l'œuvre au Rwanda. Le régime de Habyarimana, le président dont l'assassinat a été le déclencheur du drame actuel, a utilisé l'idéologie raciale hutue développée depuis trente ans pour raffermir son pouvoir. Il faut ajouter que les intellectuels tutsis ont participé, de leur côté, dès les années 40 et 50, à ce processus de polarisation raciale et ethnique. Cette évolution est admirablement décrite dans le livre de Claudine Vidal, « Sociologie des passions » (1).

N. O. Pourtant, la forme et l'ampleur de la tuerie semblent plutôt renvoyer à un conflit moyenâgeux, à une inimitié qui remonterait à la nuit des temps...

J.-F. Bayart. Il faut écarter l'expression « la nuit des temps ». On ne peut pas expliquer le massacre des juifs par les Allemands par une haine ancestrale des Allemands contre les juifs. On sait combien le racisme nazi - qui a certes manipulé des clichés ancestraux - est un phénomène profondément moderne. De la même manière - et ce n'est pas rassurant -, le conflit ethnico-politique auquel nous assistons au Rwanda n'est pas un résidu de l'Afrique ancienne. C'est une construction politique de l'Afrique moderne. Ce sont les intellectuels politisés qui sont à l'origine des massacres, et non les masses paysannes.

N. O. Pourquoi la base populaire, ou paysanne, se laisse-t-elle si facile-

ment manipuler : n'est-ce pas parce qu'il y a chez elle un terrain particulièrement favorable à la haine ethnique ?

J.-F. Bayart. C'est effectivement une question que l'on peut se poser au Rwanda, mais aussi en Bosnie, au Caucase ou en Inde. Pour y répondre, il faudrait savoir exactement comment les choses se passent sur le terrain. On sait que les premiers massacres, au mois d'avril, n'ont pas été des affrontements ethniques indistincts mais des tueries très ciblées, avec des listes préparées à l'avance par les Réseaux Zéro, ces groupes criminels qui ont été le fer de lance de la police politique du régime Habyarimana. C'est le Premier ministre hutu, Mme Agathe Uwilingiyimana, qui fut l'une des premières victimes. Ils ont alors éliminé des leaders d'opinion tutsis, certes, mais aussi un grand nombre d'opposants politiques hutus. On sait qu'en province de nombreux massacres ont été déclenchés à l'instigation des bourgmestres, avec la police politique qui se faisait assister de paysans. Mais il y a de nombreux témoignages qui montrent que des paysans sont contraints de tuer, faute de quoi ils seraient eux-mêmes massacrés, comme suspects de complicité avec le FPR (Front patriotique rwandais). C'est une technique qui a été également employée par l'Inkatha en Afrique du Sud, au service de la construction d'une identité ethnique.

Enfin, il semble que l'armée hutue prenne systématiquement en otages des Tutsis pour essayer de résister à l'avance des troupes du FPR. Et quand ils sont obligés de céder du terrain, ils massacrent ces otages.

Il s'agit donc, dans tous ces cas, de massacres effectués avec un calcul politique précis, et non d'affrontement ethniques irrationnels. On est en présence d'un plan de purification ethnique mis au point par la bande d'Habyarimana à Kigali, et mené jusqu'au bout par ses milices et son armée. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu, parallèlement, des massacres purement identitaires et passionnels de Tutsis par les masses hutues. Nous sommes dans un contexte de fantasmes et de ressentiments soigneusement attisés pendant trente ans par le régime.

N. O. Pourquoi la France a-t-elle soutenu ce régime jusqu'au bout ?

J.-F. Bayart. C'est en grande partie incompréhensible. La thèse officielle, qui consiste à dire qu'il fallait défendre la francophonie contre une agression manigancée par les Anglais et les Américains, ne tient pas la route. Certes, les cadres du Front patriotique rwandais sont anglophones puisqu'ils ont été formés en Ouganda où ils constituent la deuxième génération d'une diaspora tutsie essentiellement composée de réfugiés dans ce pays. En fait, il n'y a que 10% environ de Rwandais qui soient réelle-

ment francophones. La masse des Hutus et des Tutsis parle la langue nationale du royaume rwandais, le kinyarwanda. Quand au président ougandais Museveni, il joue depuis longtemps la carte française sur le plan économique. Les Américains n'ont aucun intérêt direct dans la région des Grands Lacs et sont plutôt en train de se désengager d'Afrique. De toute façon, des centaines de milliers de morts, ce serait payer cher pour défendre la francophonie.

N. O. Mais peut-on vraiment rendre la France responsable de l'évolution qui a conduit à ces massacres ?

J.-F. Bayart. Voici l'engrenage : pendant l'été 1990, le régime d'Habyarimana est confronté à un mouvement de revendications démocratiques, comme les autres pays africains. Cette opposition est d'abord à grande majorité hutue. D'autre part, la diaspora tutsie de l'Ouganda, représentée par le FPR, demande à revenir au pays.

Habyarimana s'oppose à toute négociation. Le FPR, qui n'est pas non plus composé d'enfants de chœur, passe à l'offensive en octobre 1990. La France intervient militairement. A partir de cet instant, Paris devient la caution et le protecteur du régime en place à Kigali.

Habyarimana a fait savoir dès la réunion de La Baule, en juin 1990, qu'il était opposé à toute ouverture démocratique. Contraint par la pres-

sion internationale et la mobilisation de l'opposition, il concède le multipartisme. Mais c'est aussi à partir de ce moment que le régime se durcit et que se développe, dans l'entourage immédiat du président et en particulier sous l'impulsion de son épouse, un appareil de répression de plus en plus sanglant. La restauration autoritaire s'accompagne de l'application d'un plan de purification ethnique. La propagande du régime, notamment à travers la station de radio des Mille Collines se transforme en appels au meurtre purs et simples. Les Réseaux Zéro de Mme Habyarimana arrêtent, torturent et tuent.

La France aurait au moins pu troquer son soutien au régime contre la neutralisation des Réseaux Zéro et l'arrêt de la stratégie de purification ethnique. En 1993, un rapport d'enquête de la Commission internationale des Droits de l'Homme a montré que les tueurs des Réseaux Zéro opéraient à partir de camps dans lesquels servaient des militaires français, au nom de la coopération militaire. Au mois d'avril, la France, qui a laissé massacrer le personnel tutsi de son ambassade, a évacué en priorité vers Paris Mme Habyarimana et les principaux responsables des Réseaux Zéro, qui poursuivent leur action puisqu'ils menacent de mort les opposants rwandais en France et en Europe.

Certes, à partir du milieu de 1993,

la France a infléchi son action et joué plus clairement la négociation du régime avec le FPR à Arusha. On ne sait pas si, le 6 avril, l'avion d'Habyarimana a été abattu par les extrémistes du régime, qui craignaient que leur président ne fasse des concessions à l'opposition, ou par le FPR, comme le prétendent les Français. Mais dans ce cas, pourquoi ne pas créer une commission internationale d'enquête et pourquoi cacher la boîte noire de l'avion qui a été abattu ? Pourquoi ne pas rendre publics les témoignages recueillis à Kigali ? Il serait d'ailleurs intéressant de savoir quelle est aujourd'hui la position de la France : continuons-nous à soutenir le régime et l'armée rwandaise qui ont organisé les grands massacres ?

N. O. La France n'a-t-elle pas soutenu un peu partout en Afrique francophone des régimes criminels sous le prétexte d'assurer la stabilité dans ces pays ?

J. F. Bayart. Pour ne citer que trois exemples, Paris soutient Mobutu au Zaïre, Eyadéma au Togo et Biya au Cameroun. Dans tous ces cas, il s'agit, dans des proportions variables, d'équipes comparables à celle d'Habyarimana. Ce sont des dictateurs menacés par une revendication démocratique, qui pratiquent une stratégie de tension ethnique pour rester au pouvoir. La France tente même de réintroduire Mobutu

dans le jeu international, comme médiateur dans l'affaire du Rwanda. Faut-il rappeler que le dictateur zaïrois, dont la garde prétorienne a assassiné l'ambassadeur de France il y a à peine un an, est si discrédité qu'il est officiellement interdit de séjour aux Etats-Unis, en Belgique et même en France ? Et qu'il pratique ouvertement, en ce moment même, une politique de purification ethnique dans la province du Shaba ? Quant au Cameroun, la France s'y est laissé piéger - comme en 1990 au Rwanda -, quand elle a envoyé des militaires à la rescousse de Biya en janvier 1994. On sait qu'il n'y aura pas de changement majeur dans la politique française en Afrique avant les élections présidentielles de 1995. Il y a malheureusement fort à parier que des pays comme le Zaïre et le Cameroun vont connaître avant cette date des événements graves.

Propos recueillis par FRANÇOIS SCHLOSSER

(*) Jean-François Bayart, directeur de recherches au Ceri, vient de publier, avec d'autres chercheurs, « la Réinvention du capitalisme » (Karthala, 1994). Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'Afrique, dont « L'Etat en Afrique : la politique du ventre » (Fayard, 1989).

(1) Karthala, 1991.

François Schlosser

Le Nouvel Observateur